

# COMMISSION PROGRAMMATIQUE MIXTE UNESCO/ONG

## « DIALOGUE ENTRE LES CULTURES POUR LA PAIX »

Compte rendu du 4 novembre 2004

**Présents** : Mme Rosa Maria GUERREIRO (specialiste Dialogue interculturel et interreligieux à l'UNESCO)  
Maria Rosaria Le Péchoux ( pax Romana MIIC) - presidente  
Alyette MAREDSOUS ( AIC )Rapporteur -- Norma ANAV ( C.I.F.J. et Bn'ai B'rith ) - Zobel Belahal ( Pax Romana M.I.E.C.) - Roger BILLE ( Conseil Mondial de la Paix - M-Claire BOISDEFFRE (de) (A.C.I.S.J.F.) - Danièle BOSOM (O.M.E.P. -France ) - Françoise BOUTEILLER ( C.I.F.) - Cristelle BOTTARI ( Traditions pou Demain ) - Gérard BUREAU ( ATD Quart Monde) - Jean BUSSAC (Pax Romana ) - Martine CASTELLAN (C.I.F.) - Brigitte CHEVALIER ( CMRP ) - Nicole CLERMONT-TONNERRE de ( ATD Quart Monde ) - Catherine DEREMBLE ( O.I.E.C.) - Blandine Delahaye ( BPW International ) - - Jeannine DEUNFF (experte) - Micheline Ducray ( FIEP ) - Colette DURAND ( O.M.E.P.) - M-Julienne EBOUKA-- Simone LANDRY ( L.I.F.P.L) -- Brigitte LE GOUIS ( C.I.F.) - Jean LE PECHOUX (Pax Romana ) - Martine LEVY ( A.M.G.E.) - Denise MACE(F.I.F.D.U.) - Janine MARIN ( FMACU) - Claude MASSE ( B.I.C.E.) - Any MICHEL ( Pax Romana ) - Janine NDIAYE ( Zonta Intern.) - Carmen NEGRIN (Traditions pour demain ) - Danièle OBADIA ( CIFJ ) - Brigitte PANTHOU (de) ( A.M.G.E.) - Jacqueline PAUMIER ( FIFCJ ) Odile PERFUMO ( Humanité Nouvelle) - Colette PETIT ( Pax Christi International ) Béatrice PEYRON ( WYWCA/UNESCO ) - Monique PINTHON ( Soroptimist International ) - Jeanine RALITERASON ( A.M.G.E.) - Roland RIBEYROL ( A.I. Lions clubs) - Jacqueline ROUGE ( CMRP ) - Adam SALAMI ( IRED ) - GabrielsCHMIDT ( UNIAPAC ) - Simone SLAMA ( B'nai B'rith ) - - Claude VERCUTERE ( FICEMEA ) - Renée TRIOLLE- lana ZBAR ( CIFJ ) - Victoria Barres (AMI) - Cristelle Bottari ( Traditions pour demain )  
Excusés:; Yvonne TOLMAN-GUILLARD ( FIFCJ ); Blandine DELAHAHYE (BPW International) -

Presidente : Maria Rosaria Le Péchoux (Pax Romana)

Rapporteur : Adam Obotaki Salami ( IRED )

|

### Compte rendu de la séance plénière du 04 novembre 2004

Avec M. Daniel RIVET, Professeur à Paris I Sorbonne et Président de l'Institut d'Etudes de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman, autour du thème

« Quelles pourraient être les conditions pour une connaissance réciproque entre les cultures? ».

#### 1 - Introduction

La présidente de la commission présente l'ordre du jour articulé en trois points : intervention de M. Rivet, suivie de celles de M. Koné et de Mme Catherine Deremble qui parleront respectivement d'un projet à venir de l'OIEC à Dakar au Sénégal en Août 2005, et de la table ronde de la sous-commission Formation à la diversité culturelle. Elle salue et remercie au nom de la CPM M. Daniel Rivet.

#### Intervention du Pr. Daniel Rivet

M. Rivet demande tout d'abord de considérer son intervention non pas comme un cours magistral sur la thématique annoncée, mais un partage de réflexions et de propositions à partir de son expérience personnelle.

Il faut, indique-t-il en préambule, faire un retour en arrière, aux années 60. On parlait, non de culture, mais de civilisation. C'était le terme couramment utilisé dans

l'enseignement dispensé dans les classes terminales auquel il a eu lui-même droit. Les auteurs comme Braudel, avec sa *Grammaire des civilisations* et Paul Ricoeur avec *Civilisations universelles et cultures nationales* (ouvrage devenu *Histoire et vérité* dans sa deuxième édition) sont ceux dont les théories et les enseignements ont pignon sur rue. L'idée force est qu'en cette période de guerre froide, l'humanité doit amorcer le dialogue entre les civilisations.

Deux facteurs expliquent cette situation :

- Le premier : constat de la convergence entre le capitalisme et le communisme. La civilisation technicienne n'a pas de patrie, elle s'impose à tous. Bureaucratisation et rationalisation apparaissent comme les deux modes opératoires qu'il s'agisse de l'organisation du pouvoir ou de la gestion de l'économie. La civilisation technicienne se traduit par un genre de vie universel, une société de consommation avec une mondialisation des styles de vie, des genres vestimentaires, des habitudes sociales.

- -Le second facteur, c'est l'accès à la mondialisation des jeunes nations. La décolonisation les introduit à une « catégorie », celle du tiers-monde avec quelque chose de lyrique : comme si on assistait à un nouveau départ de l'humanité, avec un effet de rajeunissement, de vie renouvelée. Ceci a suscité des réactions contradictoires dans ce monde émergent avec des théories humanistes ; « la civilisation de l'universel », « le brassage fécond des cultures », avec des écrivains comme Senghor, mais aussi des réactions de révolte, notamment avec Frantz Fanon, l'auteur des *Damnés de la Terre*.

Dans ces années 60, l'ambiance est donc celle d'un « optimisme tragique ». C'est l'après bombe atomique et camps d'Auschwitz. Il y a une montée en puissance du phénomène humain, avec aspects multiples, où on rêve à la fois d'un socialisme à visage humain, d'un néocapitalisme ; c'est également la période de l'aggiornamento de Vatican 2.

La pensée dans ces années vise donc à concilier la civilisation planétaire engendrée par la mondialisation technicienne et les civilisations au sens historique du terme, entendues comme l'ensemble des races et des empires. On s'efforce d'éviter un nivellement par le bas, l'enfantement d'une civilisation technicienne génératrice d'une culture de pacotille, d'une sous culture, avec disparition ou érosion des cultures portées par chaque civilisation. L'inquiétude n'est pas nouvelle : par expérience, l'on sait que l'on ne sort pas indemne des rencontres de civilisations. La fin de la première guerre mondiale constitue à cet égard un exemple frappant : on a pris alors conscience de la fragilité de la civilisation européenne : que la civilisation au sens générique du terme (ce que l'humanité ajoute à l'homme depuis le processus d'homínisation) est mortelle, et qu'elle ne se confond pas avec l'Europe. D'où ce regain d'intérêt pour l'art primitif, reflet des aspects et valeurs essentiels de l'homme.

De ces interrogations, se dégage une inquiétude d'aboutir à un contact manqué entre les cultures, dérivant d'une double attitude : « synchronisme » et « différentialisme ».

La première attitude part du principe historique des croyances culturelles qui se croisent à la marge. C'est un faux contact de cultures qui contourne le noyau dur, le noyau créateur ethnico mystique des civilisations, par peur de dissolution de soi en face de l'autre. Or il y a nécessité, insiste M. Rivet, de se dépayser dans ses propres origines, de savoir qui on est pour se confronter à l'autre.

Force est de constater que 40 ans plus tard, le tableau a changé et s'est assombri :

- Il a changé en ce sens que le mot civilisation a été rayé du vocabulaire scientifique, sous l'effet de la substitution de l'anthropologie à la philosophie comme discipline de pensée primordiale. On lui préfère le terme de culture. Le mot identité, mot valise par excellence, a prévalu sur celui de personnalité.
- Il s'est assombri sous l'influence de penseurs comme Nietzsche avec un désenchantement et un nihilisme total du monde encore accentué par de dramatiques événements tels ceux du 11 Septembre.

Ce que je retiens surtout, confesse M. Rivet, c'est l'inquiétude, l'angoisse de nos contemporains, la perte non pas des valeurs mais des certitudes, qui agissaient comme moteur de l'histoire depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle et avaient rebondi lors des trente glorieuses.

Cette situation exprime aussi de la souffrance : le prix à payer pour la modernisation. Selon Filali Ansari, intellectuel marocain cité par M. Rivet, ses compatriotes vivent dans le grand écart jusqu' à la schizophrénie. L'écoute des radios, la lecture des journaux, la vision de la télé est duelle, selon qu'elle advient en français ou en arabe. Bilan : les adultes sont écartelés dans leurs rapports avec leur famille, car ils ne parlent pas la même langue, au propre comme au figuré, selon qu'ils échangent avec leurs parents ou leurs enfants. Qui sommes-nous ? Comment définir la période dans laquelle nous vivons : post-moderne ? Post-industrielle ? Ces questions nous assaillent plus que jamais et il faut les affronter.

Partout, se pose le problème de la transmission, avec l'exemple le plus frappant de focalisation sur le passé : culte de la commémoration négative, fixation sur la victime, explosion de la mémoire.

Après avoir posé la problématique de la culture telle qu'elle apparue hier et aujourd'hui, M. Rivet propose des approches de solution. Comment remonter la pente, comment éviter la guerre des incultures ? Interroge-t-il, reprenant Hubert Védrine. Il avance six idées et pistes d'action, allant de l'abstrait au concret.

1- Repenser en termes contemporains le couple en tension Universalisme / Différencialisme, soit en termes moins philosophiques le binôme Unité du genre humain et pluralité des cultures :

- Universalisme : Les penseurs du XVIII<sup>ème</sup> siècle croyaient à l'unicité du genre humain et à la diversité des races qui le composent. Ils se souciaient d' « émanciper » le genre humain. On sait où cela a conduit : l'épisode colonial,

entre autres, et tous les contresens qu'il a engendrés. « Ce qui est bien pour nous est forcément bien pour eux », conception négative et nuisible de la culture. Cet universalisme des valeurs est un des problèmes majeurs posés à notre monde aujourd'hui, notamment avec l'Amérique.

- **Différentialisme** : exaltation du local, puis du national, du « génie des peuples », bref du particulier, ce qui conduit à des identités fermées et narcissiques.

Il faut donc trouver le point d'équilibre entre ces deux visions de la question culturelle. Pour en finir avec un « universalisme surplombant », pour passer à un « universalisme latéral », non pas donné une fois pour toutes à partir de catégories philosophiques préétablies, mais à construire, en spéculant sur les mystérieuses ou secrètes affinités qu'entretiennent entre elles les civilisations. Se pose ici le problème de la traduction, de la conversion de pensées, de symboles, de valeurs d'un registre culturel à l'autre. Il faut, ajoute M. Rivet, éviter la traduction régressive qui ne prend pas le risque d'aller au cœur du noyau dur, du noyau créateur de la culture de l'autre. Ici le recours aux sciences sociales est essentiel, à condition de ne pas les absolutiser. Toutefois il y a des limites à la traduction : elle n'est possible que jusqu'à un certain point, car il y a dans l'homme, dans tous les hommes, une zone de non connaissance infranchissable.

2- Aller vers l'autre, mais comment et pourquoi ? Aller vers l'autre, selon M. Rivet, ce n'est pas passer à l'autre, mais passer par l'autre. Ne pas passer à l'autre, c'est éviter le piège de l'exotisme, la célébration de l'autre fondée sur son exaltation dans sa méconnaissance. C'est également s'interdire de jouer l'aventurier, l'idée qu'on peut s'affranchir de ses origines, une sorte de déambulation à travers les origines, soit pour se refaire soi-même par ennui, soit pour expier.

Aller à l'autre pour devenir l'autre, se l'approprier, se l'incorporer ne peut qu'être une illusion. Car on est toujours ethnocentré, on appartient à ses origines culturelles comme on appartient à son sexe. Il y a somme toute nécessité de l'aller et du retour que justifie le passage par l'autre, un cheminement sanctionné par un retour en prenant le risque d'être modifié par l'autre. C'est une trajectoire sanctionnée par un choc anthropologique.

3- Aller vers l'autre, c'est aller non à ce qui nous paraît un point de confluence, mais de discorde. Il s'agit, en d'autres termes, d'aller où cela fait mal, vers ce qui fait écran entre nous, ce qui met en danger nos savoirs croisés, de nous sur eux, d'eux sur nous. Par exemple, pour l'Islam, la notion de Jihad, les sourates qui parlent de la femme, la lecture littérale que font de la loi certains aujourd'hui. Il faut débattre de tout cela, proposer d'autres modes de lecture.

La question de l'esclavage offre un autre sujet de discussion. L'Unesco fait un travail à ce propos et par conséquent il n'y a pas lieu de s'y attarder. Il y a eu la traite orientale, la traite transatlantique et des royaumes négriers. Dans tous les cas, il convient de recourir à l'histoire comparée, à condition de ne pas se limiter à l'inventaire des différences existant dans la culture des uns et des autres.

4- Nous devons revisiter en conséquence nos histoires, nos mythes, dans une perspective d'histoires croisées. Il faudrait ici creuser jusqu'à la couche de nos croyances les plus fortement enracinées, jusqu'à la nappe des images et symboles qui nourrissent l'imaginaire des peuples, leurs rêves éveillés. La démarche appelle donc à un décentrement, à penser avec l'autre, à « nous penser comme l'autre de l'autre ». La guerre israélo-palestinienne constitue à ce sujet un exemple tragique : notre approche de la pensée palestinienne se fait à travers une topographie, une typologie biblique, judéo-chrétienne.

5- cinquième et dernière proposition formulée par M. Rivet : s'assembler autour de projets qui nous tiennent et retiennent. Le « faire ensemble » est ici fondamental. On peut évoquer ici le projet colonial, lié aux deux premières mondialisations et consubstantiel à celles-ci. Il s'est agi d'un contact de cultures faussé et des inspecteurs de l'enseignement avouent qu'ils ne savent pas comment l'expliquer aux élèves, note M. Rivet qui rappelle aussi la dénonciation du fait colonial comme dans *Le livre noir de la colonisation* de Marc Féraut. Peut-être convient-il d'adopter la vision de Ahmed ben Salah partisan de ne pas condamner la colonisation mais de la dépasser ? Ce stade n'est pas encore achevé.

La coopération représente une deuxième expérience mais là encore avec bilan mitigé car elle a parfois été dévoyée : on pourrait évoquer l'attitude de la France dans la réélection de Ben Ali en Tunisie.

On garde l'impression parfois d'un manque de transmission de sens : c'est comme si on repartait à zéro. D'où le rôle central des ONG, irremplaçable pour promouvoir un véritable partenariat. On pourrait également solliciter le concours d'anciens coopérants pour atteindre certains objectifs, car il est dommage que leur expérience capitalisée durant toutes ces années ne soit pas mise au service du dialogue, de l'équilibre recherché.

En guise de conclusion, souligne M. Rivet, il n'y aura pas de dialogue des cultures tant qu'on persistera par la force des choses, dans l'échange inégal des langues.

## 2-Echanges questions-réponses

L'exposé de M. Rivet suscite des réactions de l'auditoire sous forme de contributions complémentaires ou de demandes d'éclaircissements sur certains aspects.

M. Koné de l'OIEC soutient la proposition de Rivet de mettre le doigt là où cela fait mal. Il cite la démarche récente des évêques d'Afrique de l'Ouest, à Gorée, avec demande de pardon aux descendants d'esclaves pour la participation des Africains à la traite négrière. Revisiter les mythes et les histoires lui paraît fondamental. En témoignent ces altercations entre délégations israélienne et palestinienne d'une part- Nord et Sud Coréenne d'autre part, en décembre 2001 à Genève, lors d'une conférence sur le thème : « Apprendre à vivre ensemble ». Comme exemple de réunion autour de projets fédérateurs, M. Koné cite l'initiative de Jacques Vergès et de Bernard Debray et de leur ouvrage *De la mauvaise conscience et de l'Afrique en général*.

Une représentante du conseil international des femmes s'interroge, pour la France, sur son modèle de laïcité qui ne fait pas recette au sein des nations européennes et sa

focalisation excessive sur le passé avec construction tous azimuts de musées, au lieu de penser plutôt en termes d'avenir.

Pour Jean Bussac, Pax Romana, le dialogue s'est imposé comme urgence après le 11 septembre 2001.

La communication conduit Catherine Deremble à s'interroger sur l'intitulé même de la CPM, « Dialogue entre les cultures pour la paix » : pourquoi ne pas faire de la paix un préalable au dialogue ?

Dans ses réponses M. Rivet justifie la laïcité à la française comme marque d'intérêt pour les autres communautés et cite les propos de collègues musulmans soutenant qu'une fois connus les codes de vie en France, tout va ensuite beaucoup plus vite, ce qui n'est pas forcément le cas dans les autres pays européens. Quant au regard persistant de la France sur son passé, ceci ne lui est pas spécifique. C'est tout l'occident qui gémit là-dessus, indique-t-il.

### **3-Vie de la commission**

Suite à ces échanges, M. Koné a présenté le projet de son organisation d'un « Séminaire de formation des Educateurs à la paix, à la réconciliation et au vivre ensemble pour l'Afrique et Madagascar ». Il aura lieu à Dakar du 7 au 14 août 2005 à Dakar, au Sénégal, et devrait réunir 120 participants impliqués dans des actions d'éducation à la paix ou assumant des responsabilités de formation, sur la base de trois représentants par pays.

Voici les objectifs de ce séminaire :

- Susciter l'introduction de l'éducation à la paix et à la concitoyenneté dans les curricula scolaires en Afrique
- Renforcer les capacités institutionnelles à penser et réaliser des formations dans ce domaine
- Développer des partenariats nationaux et continentaux de proximité sur le sujet.

Catherine Deremble, responsable du groupe de travail « Formation à la diversité culturelle » a annoncé le projet d'une table ronde pour suivre l'enquête à propos des initiatives des ONG dans le domaine de la Formation des Formateurs à la diversité culturelle. Elle a rappelé qu'une quarantaine d'ONG ont répondu au questionnaire, et que cette table ronde inaugurera le lancement d'un réseau d'ONG travaillant sur le thème.

M. Van Espen a présenté son organisme, SIGNIS qui se propose de promouvoir la paix à travers des actions dans les médias (cinéma, vidéo, radio, Internet, télévision). Il présente un dossier sur l'éducation à la diversité culturelle très apprécié par les participants et rappelle aussi l'importance du travail pour l'élaboration de la convention sur la diversité culturelle qui doit aboutir en automne prochain.

Carmen Negrin dont le groupe de travail « Autochtones et Minorités » a piloté une récente enquête à leur propos, a donné compte rendu succinct de son intervention

rencontre lors d'un important colloque d'experts à l'UNESCO sur l'éducation et les autochtones. Selon elle, le concept même d'autochtone a évolué par rapport à celui envisagé dans l'enquête. Il ne se limite plus seulement aux habitants les premiers installés sur un territoire, mais s'étend à ceux qui, bien que ne vivant plus sur leurs territoires d'origine (indiens aux Etats-Unis, mayas par exemple), conservent toutefois leurs us et coutumes et revendiquent leur authenticité. Carmen Negrin a remarqué que ce sens complémentaire de la notion d'autochtone ne remettait pas en cause la diffusion de l'enquête, mais qu'il faudra en tenir compte dans sa restitution.

La réunion se conclut avec invitation de la Présidente, pour tous les membres, à participer à la réflexion de la Commission et à soutenir les trois groupes de travail.